

Stabilité du taux de chômage et nouvelle baisse du nombre de demandeurs d'emploi en 2022

En Bretagne, le taux de chômage se maintient tout au long de l'année 2022 autour de 5,8 % de la population active, taux le plus bas des régions françaises avec celui des Pays de la Loire. Le nombre d'inscrits à Pôle emploi tenus de rechercher un emploi (catégories A, B et C) diminue de 3,8 % en un an. Il s'établit à 242 540 personnes au 4^e trimestre 2022, un effectif en baisse de 9 500 personnes par rapport au 4^e trimestre 2021. Le recul de la demande d'emploi profite à toutes les catégories d'âge et aussi bien aux femmes qu'aux hommes. En baisse de 11,0 % en un an, le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée atteint son plus bas niveau depuis début 2015. Les entrées dans les dispositifs d'accompagnement des jeunes vers l'emploi poursuivent leur progression en 2022. Il en est de même pour les contrats en alternance, avec une hausse de 13,3 % des contrats d'apprentissage.

Le taux de chômage est resté quasi stable en 2022

En Bretagne, le **taux de chômage** au sens du Bureau international du travail (BIT) s'est maintenu tout au long de l'année 2022 autour de 5,8 % de la **population active** ► **figure 1**. Il est inférieur d'un point à son niveau d'avant-crise (fin 2019) et demeure le plus faible taux de chômage des régions françaises avec celui des Pays de la Loire. En France hors Mayotte, il s'établit fin 2022 à 7,2 % de la population active, en recul d'un point sur trois ans.

En Ile-et-Vilaine, le taux de chômage reste particulièrement bas (5,4 % au 4^e trimestre) ► **figure 2**. Il s'établit à 5,7 % en fin d'année dans le Morbihan et à des niveaux légèrement supérieurs à la moyenne régionale dans le Finistère (6,1 %) et les Côtes-d'Armor (6,2 %). Fin 2022, quatre des vingt zones d'emploi bretonnes ont un taux de chômage inférieur à 5 % : Vitré (3,7 %), Lamballe-Armor (4,7 %), Fougères (4,8 %) et Ploërmel (4,9 %). À l'opposé, le taux de chômage est similaire au taux national au sein des zones d'emploi de Guingamp (7,2 %) et Carhaix-Plouguen (7,3 %).

Le nombre de demandeurs d'emploi sans activité poursuit son repli

En Bretagne, le nombre de **demandeurs d'emploi** sans activité (**catégorie A**) a diminué de 7,7 % entre les 4^{es} trimestres 2021 et 2022. Il s'établit en moyenne au dernier trimestre 2022 à 116 570 personnes, soit près de 10 000 inscrits de moins en un an ► **figure 3**. Après un recul encore plus important en 2021, le

nombre de demandeurs d'emploi atteint son plus bas niveau depuis le 3^e trimestre 2011. La diminution annuelle est un peu plus marquée en France (-9,2 %).

Le Morbihan est le département breton où l'amélioration du marché de l'emploi est la plus prononcée (-9,8 %). Le Finistère (-8,8 %) et les Côtes-d'Armor (-8,7 %) enregistrent également des baisses supérieures à la moyenne régionale. En Ile-et-Vilaine, le repli est plus limité (-4,5 %).

Le nombre de demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite (catégories B et C) est quasiment stable sur un an (+0,2 %). Celui des demandeurs d'emploi de catégorie C (activité réduite longue : plus de 78 heures dans le mois) est en repli de 3,1 %, alors que celui des demandeurs d'emploi de catégorie B (activité réduite courte : 78 heures maximum dans le mois) augmente de 7,9 %.

Un recul de la demande d'emploi moindre qu'au niveau national

Au total, le nombre d'inscrits tenus de rechercher un emploi (catégories A, B, C) régresse de 3,8 % en un an. Il s'établit à 242 540 personnes au 4^e trimestre 2022, soit 9 500 personnes de moins qu'au 4^e trimestre 2021. La baisse la plus marquée s'observe dans le Morbihan (-4,8 %). Elle est semblable à la moyenne régionale dans les Côtes-d'Armor et le Finistère (respectivement -3,9 % et -3,8 %). En Ile-et-Vilaine, le repli est un peu plus limité (-3,0 %). Au niveau national, la diminution de la demande d'emploi des catégories A, B et C est plus accentuée qu'en Bretagne (-5,1 %).

Le recul de la demande d'emploi profite à toutes les catégories d'âge

Au 4^e trimestre 2022, le nombre de demandeurs d'emploi sans activité (catégorie A) décroît quel que soit leur sexe ou leur catégorie d'âge par rapport au 4^e trimestre 2021. Hommes et femmes bénéficient pareillement de cette tendance (-7,9 % et -7,6 %). Après un recul sans précédent en 2021 (-22,7 %), la baisse de la demande d'emploi des jeunes de moins de 25 ans se poursuit en 2022 (-8,5 % sur un an). Cependant, elle

remonte au second semestre. L'évolution annuelle est également favorable aux personnes de 25 à 49 ans (-7,4 %) et à celles de 50 ans ou plus (-8,0 %).

La baisse annuelle de la demande d'emploi globale (catégories A, B, C) est plus marquée pour les jeunes (-4,5 %) et les personnes de 25 à 49 ans (-4,1 %) que pour celles de 50 ans ou plus (-2,7 %). Le recul sur un an est à peine plus sensible pour les femmes (-4,1 %) que pour les hommes (-3,4 %).

Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée est au plus bas depuis près de sept ans

En un an, le nombre de **demandeurs d'emploi de longue durée** (inscrits depuis plus d'un an) régresse plus fortement (-11,0 %) que la demande d'emploi globale). En baisse continue depuis le 1^{er} trimestre 2021, leur effectif atteint au 4^e trimestre 2022 son plus bas niveau depuis début 2015. Ainsi, leur part dans le total des demandeurs d'emploi en catégorie A, B ou C perd 3,7 points en un an et s'établit à 44,9 %, taux le plus bas constaté depuis plus de cinq ans. Le nombre de **demandeurs d'emploi de très longue durée** (2 ans ou plus) diminue encore plus fortement en 2022 (-12,7 %). Au niveau national, le repli de la demande d'emploi de longue durée est encore plus important qu'au niveau régional (-13,4 %). La part de ces demandeurs d'emploi dans la demande d'emploi totale (45,2 %) se rapproche ainsi de celle observée en Bretagne.

L'apprentissage toujours en hausse

La politique de l'emploi cible principalement les publics en difficulté sur le marché du travail. Elle prend notamment la forme d'aides à l'emploi. En 2018, l'approche des politiques d'inclusion avait été renouvelée avec notamment la transformation des **contrats uniques d'insertion** (CUI-CIE et CUI-CAE) en **parcours emploi compétences** (PEC). Depuis l'automne 2020, de nouvelles embauches sont de nouveaux possibles dans le cadre du plan « 1 jeune, 1 solution ».

Le nombre de bénéficiaires d'un contrat aidé (contrat unique d'insertion (CUI),

Avertissement sur les DEFM

La généralisation du nouveau formulaire d'actualisation en fin de mois des demandeurs d'emploi, intervenue par étapes au cours de l'année 2022, a un impact pérenne à la baisse sur le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A, en contrepartie d'une hausse des catégories B et C liées à la meilleure déclaration des heures d'activité réduite et d'une légère hausse des sorties de listes.

Pour plus de détails, voir la note de la Dares : « Incidents et changements de procédure » (pages 4 et 5).

PEC ou contrat dans une structure d'insertion par l'activité économique) s'établit à 8 050 fin 2022. Il diminue fortement en un an (-1 800 personnes, soit -18,3 %). En 2022, 3 210 PEC ou CUI ont été signés en Bretagne, contre 6 100 en 2021 ► [figure 4](#).

L'insertion par l'activité économique (IAE) regroupe des associations et des entreprises qui s'engagent à accueillir et embaucher, pour une durée limitée, des personnes très éloignées de l'emploi en raison de difficultés personnelles et professionnelles. La spécificité du parcours d'insertion consiste à proposer une mise en situation de travail, doublée d'un accompagnement social et professionnel personnalisé. En 2022, l'IAE mobilise en Bretagne 186 structures conventionnées par l'État qui reçoivent à ce titre des aides financières. Le nombre de recrutements dans ce cadre s'établit à 12 100 en 2022 ; il est en baisse de 2,0 % par rapport à 2021. Fin octobre 2022, 5 640 personnes sont salariées dans les structures de l'IAE, soit une hausse de 2,6 % par rapport à fin 2021.

La réforme du 5 septembre 2018 apporte de profonds changements à la politique de l'alternance. L'objectif est

d'orienter le demandeur d'emploi vers le bon parcours et d'utiliser toute la palette des dispositifs (PEC, IAE, alternance). Pour les jeunes notamment, la priorité est donnée aux formations longues, d'alternance ou aux dispositifs qui leur sont dédiés. Avec 39 710 nouveaux **contrats d'apprentissage** en 2022, la hausse se poursuit (+13,3 %, après +32,2 % en 2021 et +53,0 % en 2020), alors que le nombre de nouveaux **contrats de professionnalisation** diminue de 6,0 % en 2022 (suite à une augmentation de 13,4 % en 2021).

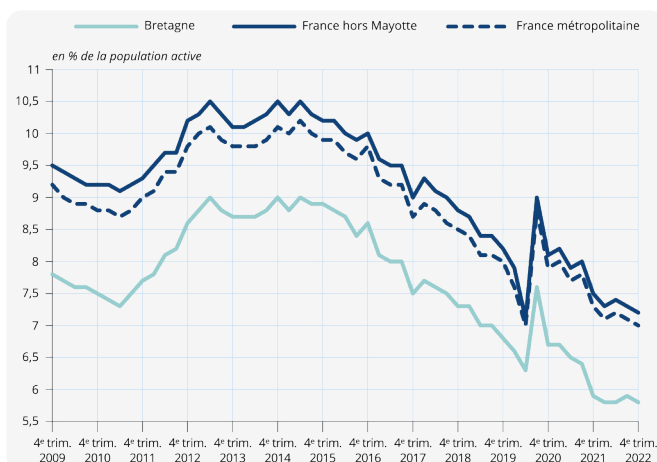
Le **parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie** (PACEA) répond à un objectif de lisibilité et de simplification en mettant fin à l'empilement des dispositifs. Il s'adresse aux jeunes de 16 à 25 ans révolus (ou 29 ans révolus lorsqu'ils disposent d'une reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé). La mise en œuvre du PACEA permet ainsi aux missions locales de centrer leur action sur la construction des parcours des jeunes selon leurs besoins. Le PACEA est constitué de phases d'accompagnement successives qui peuvent s'enchaîner pour une durée maximale de 24 mois

consécutifs. En 2022, 8 030 PACEA ont été contractés, un nombre en diminution de 50 % par rapport à 2021. Cette baisse a été compensée par un doublement du nombre de bénéficiaires de la **Garantie jeunes**, remplacée depuis le 1^{er} mars 2022 par le « **contrat d'engagement jeune** » (CEJ).

Le CEJ s'adresse aux jeunes de 16 à 25 ans révolus (ou 29 ans révolus lorsqu'ils disposent d'une reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé), qui ne sont pas étudiants, ne suivent pas une formation et présentent des difficultés d'accès à l'emploi durable. Ce dispositif propose aux jeunes un accompagnement plus intensif vers l'activité (travail de 15 heures à 20 heures hebdomadaires), sur lequel est adossé le versement d'une allocation mensuelle et dégressive, afin de mieux sécuriser leurs parcours. Il est mis en œuvre par Pôle emploi et les missions locales. En 2022, 12 470 entrées en CEJ ont été comptabilisées en Bretagne, dont 10 680 premières entrées. ●

Auteurs :
Stéphane Moro (Dreets), Agnès Palaric (Insee)

► 1. Évolution trimestrielle du taux de chômage



Notes : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS.

Source : Insee, taux de chômage localisés.

► 3. Demandeurs d'emploi en fin de mois

	Demandeurs d'emploi au quatrième trimestre 2022				Évolution 2022 T4 / 2021 T4	
	Catégories A, B, C	Catégorie A	Catégories A, B, C (en % de l'ensemble)	Catégorie A (en % de l'ensemble)	Catégories A, B, C (en %)	Catégorie A (en %)
Hommes	112 720	59 120	46,5	50,7	-3,4	-7,9
Femmes	129 820	57 450	53,5	49,3	-4,1	-7,6
Moins de 25 ans	30 630	15 550	12,6	13,3	-4,5	-8,5
De 25 à 49 ans	146 030	67 600	60,2	58,0	-4,1	-7,4
50 ans ou plus	65 890	33 420	27,2	28,7	-2,7	-8,0
Inscrits depuis un an ou plus	108 970	nd	44,9	nd	-11,0	nd
dont inscrits depuis 2 ans ou plus	64 820	nd	26,7	nd	-12,7	nd
Bretagne	242 540	116 570	100,0	100,0	-3,8	-7,7
France entière	5 389 500	3 052 700	100,0	100,0	-5,1	-9,2

nd : données non disponibles.

Note : données CVS-CJO.

Avertissement : le nombre de demandeurs d'emploi au quatrième trimestre est une moyenne des stocks de demandeurs d'emploi à la fin des mois d'octobre, novembre et décembre afin de mieux dégager les évolutions tendancielles.

Source : Pôle emploi-Dares, STMT.

► 2. Taux de chômage

	en % de la population active					
					Évolution	
	2022 T1	2022 T2	2022 T3	2022 T4	2022 T4 / 2021 T4	2022 T4 / 2019 T4
	(en points de %)					
Côtes-d'Armor	6,3	6,3	6,3	6,2	-0,2	-0,9
Finistère	6,2	6,2	6,2	6,1	-0,2	-1,0
Ille-et-Vilaine	5,3	5,4	5,5	5,4	0,1	-0,9
Morbihan	5,9	5,8	5,8	5,7	-0,3	-1,3
Bretagne	5,8	5,8	5,9	5,8	-0,1	-1,0
France hors Mayotte	7,3	7,4	7,3	7,2	-0,3	-1,0

Notes : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS.

Source : Insee, taux de chômage localisés.

► 4. Entrées dans les dispositifs de contrats aidés, d'alternance et d'accompagnement des jeunes - Bretagne

	2021	2022
Aides à l'emploi	59 675	60 838
- Contrats aidés	18 457	15 323
Parcours emploi compétences (PEC) et contrats d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE)	3 414	1 828
Contrats initiative emploi (CUI-CIE)	2 686	1 380
Insertion par l'activité économique (IAE) ¹	12 357	12 115
- Contrats en alternance	41 218	45 515
Apprentissage	35 042	39 712
Contrats de professionnalisation	6 176	5 803
Accompagnement des jeunes	16 053	20 495
Parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie (PACEA)	16 053	8 027
dont Garantie jeunes	5 787	1 043
Contrat d'engagement jeune	nd	12 468
dont premières entrées	nd	10 683
Emplois francs	469	533

1 : année glissante de décembre N-1 à novembre N.

nd : non disponible.

Note : les entrées comprennent les conventions initiales et les reconductions de contrats.

Source : Dares, extraction du 13/04/2023.